

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1932

THÈSE ^{N^o} 463

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'Etat)

PRÉSENTÉE PAR

MERLIN Louis-Marie

Né le 6 Mars 1908, à SAINT-BRIEUC (Côtes-du-Nord)

De l'état antérieur
dans les accidents oculaires
du travail

Président de Thèse : M. le Professeur TERRIEN

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1932

74

THÈSE
POUR LE DOCTORAT
EN MÉDECINE

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1932

THÈSE

N°

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'État)

PRÉSENTÉE PAR

MERLIN Louis-Marie

Né le 6 Mars 1908, à SAINT-BRIEUC (Côtes-du-Nord)

De l'état antérieur dans les accidents oculaires du travail

Président de Thèse : M. le Professeur TERRIEN

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUVE & Cie, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1932

LE DOYEN. M. BALTHAZARD

I. — PROFESSEURS

MM.

Anatomie	ROUVIÈRE.
Anatomie médico-chirurgicale et chirurgie expérimentale.	GRÉGOIRE.
Physiologie	BINET.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	DESGREZ.
Bactériologie	LEMIERRE.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales	BAUDOUIN.
Pathologie médicale	CLERC.
Pathologie chirurgicale	LENORMANT.
Anatomie pathologique	ROUSSY.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	LOEPER.
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LAIGNEL-LAVASTI.
Pathologie expérimentale et comparée	FIESSENGER.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	Maurice VILLARET.
Clinique médicale	CARNOT.
	BEZANÇON.
	ACHARD.
	Marcel LABBÉ.
	LEREBOULLET.
	NOBECOURT.
Hygiène et clinique de la première enfance	H. CLAUDE.
Clinique des maladies des enfants	GOUGEROT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale	GUILLAIN.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	N...
Clinique des maladies du système nerveux	N...
Clinique des maladies infectieuses	CUNEO.
Clinique chirurgicale	LEJARS.
	GOSSET.
Clinique ophtalmologique	TERRIEN.
Clinique urologique	LEGUEU.
	COUVELAIRE.
Clinique d'accouchements	BRINDEAU.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique	J.-L. FAURE.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	OMBRÉDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	RATHERY.
Clinique oto-rhino-laryngologique	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale	Pierre DUVAL.
Clinique propédeutique	SERGENT.
Clinique de la Tuberculose	Léon BERNARD.
Professeur sans chaire	MAUCLAIRE.
	MULON.



II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.		MM.	
ALAJOUANINE.	Neurologie et psychiâtrie.	LEVEUF.....	Pathologie chirurgicale.
AUBERTIN.....	Pathologie médicale.	LEVY-VALENSI.	Neuro-psychiâtrie.
BÉNARD (Henri)	Pathologie médicale.	LIAN.....	Pathologie médicale
BROCQ.....	Pathologie chirurgicale.	X.....	Histologie.
BRULÉ.....	Pathologie médicale.	MONDOR.....	Pathologie chirurgicale.
BUSQUET.....	Pharmacologie.	MOREAU.....	Pathologie médicale.
CADENAT.....	Pathologie chirurgicale.	MOULONGUET.	Pathologie chirurgicale.
CATHALA.....	Pathologie médicale.	MOÛRE.....	Pathologie chirurgicale.
CHABROL.....	Pathologie médicale.	X.....	Histologie.
CHAILLEY-BERT...	Physiologie.	OBERLING.....	Anatomie pathologique.
CHEVALLIER..	Pathologie médicale.	OLIVIER.....	Anatomie.
DOGNON.....	Physique.	PIEDELIEVRE.	Médecine légale.
DONZELOT....	Pathologie médicale.	PORTES.....	Obstétrique.
ECALLE.....	Obstétrique.	QUENU.....	Pathologie chirurgicale.
FEY.....	Urologie.	RICHET.....	Physiologie.
GASTINEL.....	Bactériologie.	SANNIÉ.....	Chimie biologique.
GATELIER.....	Pathologie chirurgicale.	SEZARY.....	Dermatologie et syphillographie.
GIROUD.....	Histologie.	TROISIER.....	Pathologie expérimentale.
HALPHEN.....	Oto-rhino-laryngologie.	VALLÉRY - RADOT	
HARVIER.....	Pathologie médicale.	(Pasteur)....	Pathologie médicale
HAZARD.....	Pharmacologie.	VAUDESCAL...	Obstétrique.
HOVELACQUE.	Anatomie.	VELTER.....	Ophthalmologie.
HUTINEL.....	Pathologie médicale.	VERNE.....	Histologie.
JOANNON.....	Hygiène.	VIGNES.....	Obstétrique.
LABBÉ (Henri).	Chimie biologique.		
LAROCHE (Guy)...	Pathologie médicale.		

III. — AGRÉGÉS RAPPELES A L'EXERCICE

pour le service des examens

MM.		MM.	
BUSQUET.....	Pharmacologie.	NEVEU-LEMAIRE..	Parasitologie.
LEQUEUX.....	Obstétrique.	RETTERRER.....	Histologie.
LEROUX.....	Anatomie pathologique.	ZIMMERN.....	Physique.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE

à titre permanent

MM.		MM.	
ABRAMI	Clinique médicale.	MATHIEU	Clinique chirurgicale.
CHIRAY	Clinique médicale.	MOCQUOT	Clinique chirurgicale.
DEBRÉ	Clinique médicale.	PROUST	Clinique chirurgicale.
DUVOIR	Clinique médicale.	SCHWARTZ	Clinique chirurgicale.
BASSET	Clinique chirurgicale.	LE LORIER	Clinique obstétricale.
CHEVASSU ...	Clinique chirurgicale.	LEVY-SOLAL ...	Clinique obstétricale.
HEITZ-BOYER	Clinique chirurgicale.	METZGER	Clinique obstétricale.

V. — CHARGÉS DE COURS

MM.	
MAUCLAIRE, professeur sans chaire	Chargé du cours de chirurgie orthopédique chez l'adulte pour les accidentés du travail, les mutilés de guerre et les infirmes adultes.
FREY	Stomatologie.
CHAILLET-BERT	Education physique.
LEDoux-LEBARD	Radiologie clinique.
WEILL-HALLÉ	Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MEMOIRE DE MON PERE

A MA MERE

A MA GRAND'MERE

A MA FIANCÉE

A MES AMIS

A MON PRESIDENT DE THESE

MONSIEUR LE PROFESSEUR TERRIEN

Professeur de Clinique Ophtalmologique à la Faculté
de Médecine de Paris.

Officier de la Légion d'Honneur.

*Qui nous a fait le grand hon-
neur d'accepter la présidence de
cette thèse. Hommage respectueux.*

A MON JURY DE THESE

A MON MAITRE

MONSIEUR LE PROFESSEUR CHENET
Professeur de Clinique Ophtalmologique
et Oto-Rhino-Laryngologique
à l'Ecole de Médecine de Rennes.

*Dont nous avons été l'interne.
En témoignage de ma profonde
reconnaissance et avec l'expression
de ma très vive et fidèle affection.*

A MONSIEUR LE PROFESSEUR LE MONIET
Professeur de Clinique Chirurgicale à l'Ecole
de Médecine de Rennes.

Dont nous avons été l'externe.

A MONSIEUR LE DOCTEUR LE GAL LA SALLE
Professeur suppléant de Clinique Chirurgicale.

A TOUS MES AUTRES MAITRES DE L'ECOLE
DE MEDECINE ET DES HOPITAUX DE RENNES

A MONSIEUR LE DOCTEUR COUTELA
Ophtalmologiste des Hôpitaux de Paris.
Officier de la Légion d'Honneur.

INTRODUCTION

Les accidents du travail sont une question qui est toujours et de plus en plus à l'ordre du jour. Cela n'a rien d'étonnant, car l'extension du machinisme est de plus en plus grande et, d'autre part, le législateur a tendance à appliquer les lois qui régissent cette sorte d'accidents à des professions de jour en jour plus nombreuses.

Cet important problème social est régi par la loi du 9 avril 1898 complétée par un grand nombre de lois plus récentes. On ne trouvera pas, dans cette thèse, la critique de cette législation; nous estimons d'ailleurs qu'elle constitue une solution assez satisfaisante du problème. Nous avons eu seulement pour but ici de montrer comment il faut appliquer ces lois en matière d'état antérieur en général et, plus particulièrement, d'état antérieur dans les accidents du travail intéressant l'appareil de la vision. Comme nous le verrons plus loin, la législation a totalement omis d'étudier cette importante question. D'autre part, il n'existe pas d'ouvrages médicaux traitant complètement ce problème. Il nous a paru intéres-

sant et utile de réunir en un seul travail, les renseignements utiles à l'Expert. On nous fera peut-être le reproche d'avoir écrit une thèse plus juridique que médicale. Nous avouons qu'il est justifié, mais cela vient du but même que nous nous sommes fixé.

Nous avons voulu surtout réunir dans cette thèse des documents qui sont utiles au médecin et qu'on ne trouve pas dans la littérature médicale. Nous les avons rencontré dans des ouvrages de Droit qui, en général, ne constituent pas l'ornement des bibliothèques des médecins praticiens.

CHAPITRE PREMIER

La législation sur les accidents du travail

La législation des Accidents du Travail comprend de nombreuses lois ; la première, celle qui a déterminé les principes mêmes de cette législation, est la loi du 9 avril 1898 ; cette première loi n'était applicable, au début, qu'à quelques industries ou entreprises et la plupart des lois qui l'ont suivie ont eu pour but de l'étendre à de nouvelles professions ou de l'appliquer aux maladies professionnelles dont il n'était pas question dans le premier texte.

Voici, simplement énumérées, les principales lois sur les Accidents du Travail et les Maladies professionnelles :

Loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, modifiée par les lois du 22 mars 1902, 31 mars 1905, 17 avril 1906, 5 mars 1917, 17 octobre 1919, 6 juillet 1920, 31 juillet 1920, 5 août 1920, 6 janvier 1921, 12 avril 1922, 18 avril 1922, 7 avril 1926, 8 juillet 1926, 2 février 1927.

Loi du 30 juin 1899 concernant les exploitations agricoles.

Loi du 12 avril 1906, étendant aux entreprises commerciales la législation sur les accidents du travail, modifiée par la loi du 26 mars 1908.

Loi du 18 juillet 1907 sur l'adhésion facultative à la législation des accidents du travail.

Loi du 13 décembre 1912 faisant bénéficier de la loi de 1898 les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.

Loi du 15 juillet 1914 relative à l'extension aux exploitations forestières de la législation sur les accidents du travail.

Loi du 25 octobre 1919 étendant aux maladies professionnelles la loi de 1898.

Loi du 15 décembre 1922 étendant aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail, modifiée par la loi du 30 avril 1926.

Loi du 2 août 1923 étendant la loi de 1898 aux gens de maison et domestiques.

Tels sont les principaux textes qui sont applicables aux accidents du travail. Nous allons maintenant en citer les articles qui nous paraissent utiles à connaître pour le médecin ; en particulier ceux qui ont trait à la question que nous nous proposons d'étudier ici. Ce sont les articles 1 et 3 de la loi du 9 avril 1898, modifiés par la loi du 31 mars 1905.

ARTICLE 1^{er}. — Les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment,

les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement ou de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans lesquelles il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle des hommes ou des animaux, donnent droit, au profit de la victime et de ses représentants, à une indemnité à la charge de l'entreprise, à la condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours. — Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs camarades.

ARTICLE 3. — Dans les cas prévus à l'article 1^{er}, l'ouvrier ou employé a droit : pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel ; pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ; pour l'incapacité temporaire, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours, à une indemnité journalière, sans distinction entre les jours ouvrables et les dimanches et jours fériés, égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, à moins que le salaire ne soit variable ; dans ce dernier cas, l'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire moyen des journées de travail pendant le mois qui a précédé l'accident. L'indemnité est due

à partir du premier jour si l'incapacité a duré plus de dix jours. L'indemnité journalière est payable aux époques et lieu de paye usités dans l'entreprise, sans que l'intervalle puisse excéder seize jours. — Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

a) Une rente viagère égale à 20 % du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident; en cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus ; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale ;

b) Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de 16 ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 % de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant ; de 25 % s'il y en a deux ; de 35% s'il y en a trois, et de 40 % s'il y en a quatre ou un plus grand nombre. — Pour les enfants orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 % du salaire. — L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 % du salaire, ni 60 % dans le second ;

c) Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans les termes des paragraphes a et b, chacun des ascendants et descendants qui était à sa charge, recevra une rente, viagère pour les ascendants et payable

jusqu'à 16 ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 % du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 %. — Chacune des rentes prévues par le paragraphe c est, le cas échéant, réduite proportionnellement. — Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables à la résidence du titulaire ou au chef-lieu de canton de cette résidence, et, si elles sont servies par la Caisse Nationale des Retraites, chez le préposé de cet établissement désigné par le titulaire. — Elles sont payables par trimestre et à terme échu ; toutefois, le Tribunal peut ordonner le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage. — Ces rentes sont incessibles et insaisissables. — Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseraient de résider sur le territoire français, recevront, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée. — Il en sera de même pour leurs ayants-droit étrangers cessant de résider sur le territoire français, sans que, toutefois, le capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 28. — Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français. — Les dispositions des trois alinéas précédents pourront toutefois être modifiées, par traités, dans la limite des indemnités prévues au présent article, pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents.

Tels sont les deux principaux articles de la législation sur les Accidents du Travail ; nous avons jugé indispensable de les citer intégralement malgré leur longueur, car c'est toujours à eux qu'il est fait allusion dans les arrêts et jugements que nous aurons à étudier au cours de ce travail. Les autres articles des lois sur la matière ne nous ont pas paru intéressants à notre point de vue, car ils ont trait surtout à des questions de procédure tout-à-fait différentes du sujet que nous étudions ici.

Nous nous proposons maintenant d'examiner quelques définitions indispensables, qui ont été complètement laissées de côté par la législation.

CHAPITRE II

Définition de l'accident du travail

La législation que nous venons de résumer rapidement n'a jamais défini l'Accident du Travail ; pourtant, cette définition est d'une importance primordiale à notre avis, et nous croyons indispensable, au début même de ce modeste travail, de nous y arrêter assez longuement, bien que, à première vue, cette question puisse paraître un peu en dehors de notre sujet. Nous croyons, en effet, que si nous possédions un texte précis indiquant clairement les faits visés par la loi du 9 avril 1898 et les lois qui l'ont complétée, bien des difficultés seraient résolues. « Si l'on s'en rapportait toujours à cette définition, qui concorde avec la jurisprudence courante, a écrit M. le Professeur Balthazard, jamais on n'éprouverait d'embarras pour dire si une affection déterminée donne droit à une indemnité, en vertu de la loi sur les accidents du travail. Il importe, en effet, de ne jamais aborder de discussions de principe, et de

toujours étudier des cas d'espèce ; c'est poser très mal la question que de dire : « Le durillon forcé est-il un accident de travail ? » Il faut dire : « Le durillon forcé dont est atteint l'ouvrier X... est-il un fait visé par la loi de 1898 ? » La réponse est alors immédiate : « Oui, si ce durillon forcé résulte d'un accident du travail, c'est-à-dire si la suppuration s'est produite par l'action soudaine et violente sur le durillon professionnel, d'une cause extérieure au cours du travail ; non, si l'ouvrier ne peut établir qu'il soit survenu un fait anormal au cours de son travail. »

En l'absence d'un texte précis montrant clairement quels sont les faits prévus par la loi de 1898, nous allons nous efforcer de définir l'Accident du Travail en nous basant sur les lois et la jurisprudence que nous possédons et en nous inspirant des principaux auteurs qui ont étudié cette question.

Nous remarquerons d'abord qu'un accident n'est pas une blessure, mais un événement (ce qui est d'ailleurs conforme à l'étymologie du mot accident). Ce n'est pas là seulement une question de mot, mais cette confusion entre l'accident et la lésion produite par lui, a provoqué souvent des difficultés ; toutefois, à l'heure actuelle où la jurisprudence a tendance à étendre tous les jours à de nouveaux faits l'application de la loi de 1898, cette confusion a perdu beaucoup de son importance. Nous dirons donc cependant que l'accident du travail est un événement qui entraîne, parmi ses conséquences, des blessures chez un ou plusieurs ouvriers, mais qui peut aussi, en

même temps, avoir bien d'autres effets, tels que des détériorations au matériel de l'entreprise, par exemple. Il nous paraît intéressant de noter en passant, que nous trouvons juste que, de même que le patron court et supporte le risque de détérioration du matériel qu'il utilise, il supporte également, tout au moins en partie, les conséquences des blessures survenues à ses ouvriers, qu'on a d'ailleurs désignés sous le terme barbare de « matériel humain », pendant qu'ils travaillent pour son entreprise.

Aux termes mêmes de l'article premier de la loi du 9 avril 1898, l'accident doit être survenu par le fait ou à l'occasion du travail ; c'est là la seule condition indispensable aux yeux de la loi et de la jurisprudence actuelle pour qu'il y ait accident du travail. Pendant longtemps, pour que la loi fut applicable, il était nécessaire qu'il se soit produit, « par le fait ou à l'occasion du travail, un évènement imprévu et soudain qui détermine dans l'organisme une lésion ou un trouble fonctionnel permanent ou passager » (Reclus). Actuellement, conformément à de nombreux arrêts de la Cour de Cassation, « toute lésion dont le travail, même normal, a été la cause ou l'occasion, doit être considérée comme résultant d'un accident, au sens de la loi du 9 avril 1898 ». Par conséquent, au point de vue juridique seul, il suffit et il est nécessaire que l'accident soit survenu par le fait ou à l'occasion du travail ; il nous semble cependant qu'au point de vue médical, cette condition est insuffisante ; il nous paraît illogique de dire qu'un

travail normal puisse produire des lésions ; on peut dire tout au plus qu'une lésion a pu être produite au cours d'un travail normal, ou encore à l'occasion d'un travail normal, mais causée par une action extérieure. Aussi, pour être complet, nous dirons que l'Accident du Travail est un événement qui, survenu par le fait ou à l'occasion d'un travail, même normal, détermine des lésions par suite de l'action soudaine et violente d'une force extérieure ou par suite de conditions momentanément anormales. Toutefois, la jurisprudence admet en général que si les lésions sont le résultat d'un cataclysme de la Nature, elles ne rentrent pas dans le cadre de la loi sur les Accidents du Travail. Voici à ce sujet quelques extraits d'un jugement du Tribunal civil de Bourg du 30 janvier 1900 (il s'agissait d'un ouvrier tué par la foudre au cours de son travail, et dont la veuve demandait à bénéficier des dispositions de la loi de 1898) :

« Attendu que cette prétention est manifestement mal fondée ; qu'il est certain au contraire que la loi du 9 avril 1898 n'a entendu protéger que le risque inhérent au fait même de la profession industrielle et n'a trait qu'aux accidents qui sont une conséquence directe du travail, soit qu'ils se produisent au cours même du travail, soit qu'ils se produisent en dehors du travail, mais à son occasion ; qu'en conséquence, le patron ne saurait répondre d'un accident causé, comme dans l'espèce, par un cas de force majeure n'ayant aucun rapport direct avec le travail exécuté.

puisque cet accident est le résultat d'un phénomène dans lequel ni le patron, ni l'industriel n'ont joué aucun rôle ;

.....
« Attendu, enfin, que la circulaire de M. le Garde des Sceaux du 10 juin 1899, s'inspirant précisément des travaux préparatoires de la loi de 1898, a nettement spécifié que les accidents dûs à la force majeure ne tombaient pas sous l'application de cette loi ; qu'elle contient, en effet, le passage suivant : « L'évènement de force majeure est étranger à l'exploitation : on peut citer comme exemples la foudre, l'inondation, le tremblement de terre. Le dommage qui en résulte ne me paraît pas garanti par le risque professionnel, à moins que les effets de l'évènement de force majeure n'aient été aggravés par les ouvriers ou employés par l'exercice de l'industrie dans laquelle ils sont occupés. » La Cour de Cassation a rendu le 30 avril 1912 un arrêt dans les mêmes termes.

Nous allons voir maintenant quelques unes des principales définitions de l'Accident du Travail données par les différents auteurs. A notre avis, aucune n'est complète, car, dans chacune, l'accident du travail n'est vu que par un seul côté ; ceci explique que la Cour de Cassation ait pu en donner plusieurs qui ne se contredisent pas, mais qui, en réalité, se complètent mutuellement. Nous en avons déjà cité une plus haut ; en voici une autre, d'après MM. Paul Appleton et Marcel Salama : « Un Accident

au sens qui nous occupe, est une atteinte au corps humain provenant de l'action *soudaine et violente d'une cause extérieure*. Par *cause extérieure*, on entend une cause étrangère à la constitution organique de la victime, une chute par exemple. La *soudaineté* s'oppose à la progressivité et à l'évolution lente et morbide. Ce second élément permet de distinguer, non sans difficultés en pratique, l'accident de la maladie ». Cette définition est également celle de M. Marestaing. Dans ses circulaires du 10 juin 1899 et du 22 août 1907, le Garde des Sceaux écrit que « l'accident, tel qu'il faut l'entendre dans notre matière, consiste dans une lésion corporelle, provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure ». Enfin, M. le Professeur Thoinot fait remarquer que ces mots « lésion corporelle » demandent une interprétation très large et que l'accident peut provoquer des blessures externes, des lésions médicales, des troubles nerveux psychiques. De son côté, le Répertoire Pratique Dalloz déclare que l'accident doit s'entendre de toute lésion de l'organisme apparente ou non apparente, interne ou externe, profonde ou superficielle.

Nous inspirant de ces différents textes qui se complètent tous mutuellement, nous proposons la définition suivante de l'Accident du Travail :

L'Accident du Travail, prévu par la loi du 9 avril 1898, est un événement qui, survenu par le fait ou à l'occasion du travail, même normal, entraîne, parmi ses conséquences, par suite de l'action soudaine

et violente d'une force extérieure ou par suite de conditions momentanément anormales, des blessures externes, des lésions internes et des troubles nerveux ou psychiques.

Si nous nous sommes attardés un peu longuement sur cette définition, c'est que la loi de 1898 parle seulement et uniquement de l'*Accident du Travail* ; dans ces conditions, nous estimons que dans les cas difficiles, il suffit de voir si ces cas rentrent dans le cadre de la définition que nous venons de donner et dans l'affirmative, de leur appliquer automatiquement la législation sur les Accidents du Travail.

CHAPITRE III

L'état antérieur dans les accidents du travail en général

Nous allons étudier maintenant l'*Etat Antérieur*, mais avant de l'examiner en ce qui concerne l'appareil de la vision, selon le but que nous nous sommes proposés ici, nous allons d'abord voir ses rapports avec les Accidents du Travail en général. Nous verrons plus loin, en effet, qu'il n'y a pas lieu en pareille matière de distinguer l'œil des autres appareils, et il nous suffira d'appliquer tout ce que nous allons exposer maintenant, tant en ce qui concerne la jurisprudence, qu'au point de vue médical, à l'appareil de la vision.

Que faut-il entendre par *Etat Antérieur* ? Si l'on parcourt les nombreuses lois qui constituent la législation française sur les Accidents du Travail, on constate qu'il n'en est soufflé mot dans aucun texte : il est curieux de constater que la législation fran-

caise semble ignorer totalement une question aussi importante que l'*Etat Antérieur* dans les Accidents du Travail. Pourtant, quand fut votée la loi de 1898, il y eut bien un vœu de la Société de Médecine légale : mais il resta lettre morte ; il y eut bien aussi un amendement proposé par un député, M. Dron, sur ce sujet, mais il fut retiré « pour ne pas surcharger le texte de la loi ». C'était donc bien un parti pris dans l'esprit du législateur de laisser à la jurisprudence le soin de nous fixer sur ce point. Nous serons obligés, ici encore, pour définir l'*Etat Antérieur*, de nous en rapporter à la jurisprudence, d'une part et d'autre part à l'avis des médecins qui ont étudié cette question.

Voici l'avis de M. le Professeur agrégé Rémy :
« Sous le nom d'*Etat Antérieur*, en médecine des accidents du travail, on désigne non seulement les altérations pathologiques dues aux maladies et aux blessures, mais les modifications de structure ou de vitalité des tissus, modifications héréditaires ou acquises par usure vitale qui sont qualifiées de *pré-disposition*.

« Ce sont donc des conséquences d'une blessure antérieure ou des maladies existant avant l'accident ou des prédispositions telles que les malformations ou l'affaiblissement des anneaux herniaires. »

M. le Professeur agrégé Duvoir, dans une remarquable communication faite à la Société de Médecine légale dans sa séance du 9 mai 1927, a déclaré de son côté : « Tout d'abord, je pense que c'est à tort

que trop souvent on confond sous le terme unique d'*Etat Antérieur* deux éléments différents : la prédisposition et l'invalidité antérieure.

Un sujet, à la suite d'un traumatisme, fait de la gangrène ; on s'aperçoit qu'il est diabétique ; le diabète est une prédisposition à la gangrène.

« Un borgne perd le second œil ; la perte du premier œil est une invalidité antérieure.

« Et ce n'est pas là simple querelle de mots : en cas de prédisposition, la conduite de l'expert peut n'être pas identique à celle qu'il doit tenir en cas d'invalidité antérieure. »

Il est évident, en effet, comme le fait remarquer M. Duvoir, que l'expression *Etat Antérieur* est trop générale ; nous l'utiliserons néanmoins à cause de sa commodité, mais nous allons montrer d'abord comment, à notre avis, il faut l'entendre. L'*Etat Antérieur* comprend, selon nous :

A). — Les prédispositions, c'est-à-dire l'état physio-pathologique qui fait que l'accident qui, sans cela, n'aurait eu que des suites bénignes, est suivi de conséquences graves. Nous ferons entrer dans le cadre des prédispositions, l'état congénital prédisposant et les maladies antérieures qui aggravent les conséquences de l'accident.

B). — Les maladies antérieures qui sont aggravées par l'accident. Ce sera le cas d'un ouvrier déjà malade, victime d'un accident, inoffensif pour un ouvrier sain, mais qui, dans le cas présent, aggravera la maladie préexistante.

C). — Les infirmités antérieures.

Bien entendu, nous avons seulement en vue ici l'*Etat Antérieur* rendant l'accident plus grave ou l'*Etat Antérieur* aggravé par l'accident, à l'exclusion de tout état dont le rôle est nul dans l'accident.

CHAPITRE IV

L'importance de l'état antérieur

Quelle importance faut-il attribuer à l'*Etat Antérieur* ? Nous allons exposer maintenant les différentes thèses en présence, et nous nous inspirerons dans cette partie de notre travail, de l'ouvrage de M. le Professeur agrégé Rémy : « L'évaluation des incapacités permanente basée sur la physiologie des fonctions ouvrières des diverses parties du corps » et de la thèse de M. Doucet-Bon : « De l'Etat Antérieur dans les Accidents du Travail ». Ces deux ouvrages sont particulièrement intéressants car ils ont été rédigés alors que la jurisprudence était encore hésitante.

En raison des différences d'intérêt du patron et de l'ouvrier, chacun d'eux a une appréciation différente du rôle que joue l'accident par rapport à l'Etat Antérieur. Voici le thème habituel des doléances du patron (d'après M. Rémy) :

Il n'est pas équitable de me faire supporter à la

fois les conséquences de l'accident et celles d'une affection préexistante parce que, si l'ouvrier n'avait pas été atteint d'un tare, les suites de sa blessure et par conséquent son incapacité, auraient été beaucoup moins graves.

« Puisqu'il s'agit d'une maladie, ajoute-t-il, je demande qu'on fasse état de la perte qui découle de son existence et qu'on m'attribue uniquement ce qui résulte de l'accident. Le risque dont je suis responsable a été bien limité aux accidents par la loi de 1898.

« Si la blessure ne devait, par elle seule, pas avoir de suites, bien qu'une maladie antérieure ait amené des conséquences graves à la suite de l'accident, je demande à être déchargé de toute responsabilité.

« Dans le cas de mutilation antérieure, on ne peut soutenir équitablement que je doive payer deux jambes, alors que mon ouvrier n'en avait qu'une, ni deux yeux, lorsqu'il était déjà borgne. »

Ce sont là des arguments assez faciles à réfuter, tant au point de vu médical, qu'au point de vue juridique.

Au point de vue médical, il nous paraît tout-à-fait illogique de vouloir séparer la blessure de l'état antérieur, et même nous estimons que, le plus souvent, c'est matériellement impossible. Pour décharger complètement la responsabilité du patron de l'état antérieur de son ouvrier, il faudrait que les hommes sains soient en majorité sur la terre ; or, ceci est loin d'être conforme à la réalité. Nous

croyons même qu'on ne peut pas dire d'un seul homme qu'il est parfaitement sain ; il n'existe pas, à notre avis, d'homme qu'on puisse prendre comme exemple d'homme sain ; toute créature humaine est munie d'un état pathologique inhérent à la nature humaine elle-même. Il faut accepter l'état antérieur pour ce qu'il est, c'est-à-dire, pour un fait normal commun à tous les ouvriers à des degrés différents ; il faut le comprendre comme un terrain sur lequel évolue la blessure. De même que l'évolution de toute maladie varie suivant le terrain, de même les conséquences d'une blessure varieront suivant l'état antérieur du blessé ; il est impossible, étant donnée une blessure, de dire ce qui en résultera même chez un homme présumé sain, car nous ignorons les modes de réaction de chaque organisme, variables avec chaque être. De plus, nous sommes obligés de reconnaître que l'ouvrier porteur d'un état antérieur qui, de ce fait, supporte, des suites d'un accident, des conséquences plus graves qu'un ouvrier présumé sain, a raison quand il réclame une indemnité plus grande car, sans l'accident, sa capacité professionnelle ne serait pas ce qu'elle est devenue. « On a beau dire que l'accident, dans ce cas, n'a été que la goutte d'eau qui fait déborder le vase, ce dernier serait resté longtemps encore sans déborder, si le traumatisme n'avait pas apporté la goutte d'eau fatale .» (J. Doucet-Bon).

L'on peut nous objecter que si notre théorie était adoptée, c'est-à-dire que si, étant en présence d'une

incapacité professionnelle due à une blessure, on estimait toujours l'incapacité *globale* sans s'occuper si elle est partiellement due à un état antérieur pathologique, il en résulterait que les patrons n'engageraient jamais que des ouvriers parfaitement sains. Cette objection tombe d'elle-même si l'on veut bien se reporter à ce que nous venons de dire plus haut : l'homme parfaitement sain n'existe pas. Et le patron, sous peine de n'engager personne, sera toujours obligé de prendre dans son industrie des ouvriers munis d'un état antérieur.

D'autre part, il ne faut pas oublier que les accidents du travail sont régis par la loi de 1898 et les nombreuses lois qui l'ont complétée. Avant la loi de 1898, lorsqu'un ouvrier était victime d'un accident, il ne lui restait comme recours que l'article 1382 du Code Civil ainsi conçu : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer ». Dans ces conditions, pour établir son droit à l'indemnité, il lui fallait prouver qu'il y avait eu faute délictuelle ou quasi délictuelle, imprudence ou négligence du chef de l'entreprise. Il n'avait droit à rien quand il s'agissait de cas fortuits ou de force majeure, ou de cause indéterminée.

Voici la statistique donnée dans la circulaire du Garde des Sceaux du 10 juin 1895 au sujet des responsabilités des accidents du travail :

47 % sont dus à des cas fortuits ou de force majeure, ou de cause indéterminée ;

20 % à la faute du patron ;

8% à la faute combinée du patron et de l'ouvrier ;

25 % à la faute de l'ouvrier.

Aussi le législateur, voulant partager les risques entre le patron et l'ouvrier, a établi une réglementation transactionnelle et forfaitaire par suite de laquelle chacun d'eux supporte la moitié des conséquences de l'accident ; chacun d'eux supportera aussi la moitié de l'aggravation due à l'état antérieur et cela nous paraît très juste. Comme nous l'avons dit au chapitre deuxième, nous trouvons juste que le patron, de même qu'il supporte les conséquences de la détérioration de son matériel mécanique, supporte aussi les conséquences des blessures de son matériel humain, au moins en partie. Voici d'ailleurs un passage d'une circulaire du ministre du Commerce en date du 24 août 1899 : « Un autre caractère de la loi est, que les indemnités qu'elle assigne, sont transactionnelles et forfaitaires. S'il est fait abstraction dans la procédure, de la faute qui a pu être commise, la législation pourtant en tient compte dans une sorte de compromis, en admettant au profit de l'ouvrier, qu'il sera toujours indemnisé, et par contre, au profit du patron, que l'indemnité, ramenée à une moyenne, restera inférieure à la réparation totale du préjudice causé. Ainsi l'indemnité est transactionnelle. Elle est forfaitaire en ce que la loi n'abandonne pas au juge l'évaluation du dommage. Le législateur arbitre à l'avance l'indemnité à allouer, il la détermine selon les conséquences possi-

bles des accidents qu'il classe en quatre catégories. Transaction et forfait aussi profitables à l'ouvrier qu'au patron, puisqu'ils indemnisent l'un de tout accident du travail en même temps qu'ils ménagent à l'autre la possibilité de calculer par avance sa dette éventuelle et dès lors de s'en couvrir par l'assurance ».

Voici également comment s'exprime à ce sujet M. van Cleemputte, dans son rapport à la section centrale de la Chambre des représentants de Belgique sur le projet de loi concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail : « Pour que la mort ou l'incapacité de travail donnent lieu à réparation, il faut qu'elles soient causées par l'accident. Mais on n'exige pas que celui-ci soit la cause unique. Ainsi, la victime d'un accident subit une incapacité de travail plus longue ; elle meurt, parce que, à l'effet de l'accident s'est jointe l'influence d'une maladie antérieure, d'un vice de constitution, la réparation prévue par la loi est due. L'accident n'en est pas moins la cause immédiate, une cause efficiente.

Telle est la loi du forfait. Si on exclue du forfait la part du risque résultant de maladies ou de prédispositions le plus souvent inconnues ou peu connues, on facilite, on multiplie les procès contrairement au but du législateur. Il serait trop facile de soutenir qu'il y avait chez la victime une diathèse, soit constitutionnelle, soit chronique, soit accidentelle, une maladie, une indisposition plus ou moins grave,

telles que chacun peut en contracter même sans causes ou occasions connues, et qui sont nombreuses, variées et complexes.

« On soutiendrait, en réponse, que la gravité du mal procède, soit de la nature de l'accident, soit des circonstances de milieu ou autres, dans lesquelles l'accident est survenu, soit de l'état dans lequel l'exécution du contrat de travail et les conditions physiques et morales de la vie du travailleur mettent ce dernier. Le législateur n'a pas voulu multiplier les procès et les rendre odieux en permettant de s'attaquer à ce qu'il y a de plus intime dans l'existence de l'ouvrier. L'influence des maladies antérieures est sans intérêt appréciable : il n'y a pas lieu de la séparer du forfait. »

Cette opinion s'applique exactement à la législation française.

CHAPITRE V

La jurisprudence et l'état antérieur

La jurisprudence s'est souvent trouvée en présence, surtout au début de l'application de la loi de 1898, de cas où il y avait lieu de discuter l'importance à attribuer à l'état antérieur. Après avoir hésité assez longtemps, elle s'est fixée et est maintenant établie de façon formelle et définitive : l'expert doit évaluer l'incapacité sans tenir compte du rôle, si prépondérant soit-il, de l'état antérieur. « Et, comme l'écrit M. Duvoir, cette solution est logique, puisqu'il s'agit d'une loi forfaitaire qui ne vise qu'à indemniser la différence de capacité avant et après l'accident. » Il nous paraît nécessaire d'expliquer ce qu'il faut entendre exactement par cette expression employée par la jurisprudence : « *ne pas tenir compte de l'état antérieur* ». Il faut entendre par là que l'Expert devra, en général, se borner à dire quelle est la capacité professionnelle qui reste à l'ouvrier après le dernier accident, sans s'occuper de tout ce qui, en dehors de

cet accident, a pu influencer sur sa perte de capacité de travail.

Nous avons vu, au chapitre troisième, qu'il faut distinguer dans l'état antérieur : les prédispositions, les maladies antérieures aggravées par l'accident et les infirmités antérieures. Ce que nous venons de dire s'applique exactement au premiers cas ; en ce qui concerne les invalidités antérieures, voici ce que dit M. Duvoir dans sa communication à la Société de Médecine légale du 9 mai 1927 :

« La jurisprudence repose sur de nombreux arrêts et jugements. Elle est résumée dans un excellent jugement du tribunal de Lyon (16 juin 1921), d'où l'on peut tirer les notions suivantes : Il n'y a pas lieu, pour déterminer la réduction de capacité professionnelle, causée à un ouvrier par un accident, de rechercher s'il était ou non atteint d'un état d'infirmité antérieure, provenant soit d'une tare constitutionnelle, soit d'une prédisposition malade, soit d'un autre accident. La seule base d'appréciation, pour la détermination de l'indemnité à laquelle l'ouvrier a droit, résulte de la différence entre le salaire qu'il touchait au moment de l'accident et celui qu'il est susceptible de gagner après. En conséquence, il n'y a pas lieu de surseoir à statuer sur la demande d'indemnité se rapportant à un second accident jusqu'à la solution d'une instance en révision relative à un premier accident. Le résultat de cette instance n'est pas susceptible d'influencer la décision sur le second accident.

La règle est donc la même qu'en cas de prédispo-

sition, mais son application peut comporter une différence fondamentale, en particulier, pour l'expert. En cas de prédisposition, il négligait la responsabilité que cette prédisposition pouvait avoir dans la détermination de la lésion, sans évaluer, bien entendu, la prédisposition. En cas d'invalidité antérieure, s'il néglige aussi cette invalidité, il n'en est pas moins vrai qu'il peut se trouver obligé dans un certain nombre de cas d'évaluer l'aggravation fonctionnelle que cette invalidité antérieure fait subir à la seconde incapacité. Il tombe sous le sens que certaines parties du corps ont une valeur fonctionnelle d'autant plus grande que des mutilations antérieures ont augmenté leur utilité. Supposons un borgne, l'œil qui reste est absolument indispensable pour le travail : qu'il vienne à manquer, c'est l'incapacité absolue. Supposons un ouvrier amputé de l'index droit : le médius voisin prend une valeur plus grande que si l'index existait ; s'il est à son tour amputé, l'incapacité causée par cette nouvelle mutilation devra être évaluée à un taux plus élevé que s'il s'était agi du médius d'une main droite intacte. Il y a donc une plus grande diminution de la capacité de travail après le second traumatisme que si le premier accident n'avait pas existé.

La différence peut aussi bien, d'ailleurs, être en moins qu'en plus. La perte d'un membre déjà imputent causera une invalidité moindre que l'amputation d'un membre intact. »

En résumé, quel que soit le genre d'état antérieur en présence duquel il se trouve, l'Expert doit le négli-

ger et calculer seulement l'incapacité professionnelle globale, mais dans le cas d'une invalidité antérieure, il peut être amené à constater une incapacité globale plus grande que s'il n'y avait pas d'état antérieur et, d'autre part, il peut avoir à estimer dans quelle proportion chacun des accidents est responsable de cette incapacité globale. Par exemple, étant donnée une indemnité antérieurement acquise et étant donné un nouvel accident, il peut avoir à calculer quelle est l'incapacité à attribuer à ce dernier accident pour que l'incapacité globale soit ce qu'elle doit être. Nous verrons ultérieurement comment ce calcul doit être effectué.

Nous venons de voir que la jurisprudence est maintenant formelle et définitive; nous allons étudier maintenant comment elle s'est constituée et examiner les principaux arrêts et jugements rendus sur cette question; nous citerons surtout les premiers en date, car ce sont eux qui ont fixé la jurisprudence : ceux qui les ont suivis n'ont fait que confirmer les premiers.

La jurisprudence fut hésitante au début, puis elle se fixa et adopta l'opinion que nous avons exposée. D'abord plusieurs arrêts et jugements furent rendus dans le sens opposé, disant qu'il faut tenir compte, dans l'appréciation de la réduction de salaire, de l'état de maladie antérieure de la victime et rechercher la part d'incapacité qui résulte de la maladie et celle qui résulte de l'accident. Il en est ainsi d'un jugement du tribunal de Lorient du 13 décembre

1901. d'un arrêt de la Cour de Bordeaux du 18 novembre 1900 confirmant un jugement du tribunal de la même ville du 5 novembre 1900, d'un jugement du tribunal de Limoux du 13 novembre 1900 confirmé en appel par la Cour de Chambéry le 19 novembre 1901, d'un arrêt de la Cour de Rennes du 6 novembre 1902, d'un arrêt de la Cour de Nîmes du 23 juin 1902, d'un arrêt de la Cour de Rouen du 22 mars 1901. En même temps, d'autres Cours d'appel et d'autres tribunaux soutenaient dans leurs arrêts et jugements l'opinion que nous défendons ici. Le tribunal d'Orléans, dans un jugement du 8 août 1900 confirmé en appel le 8 décembre 1900, déclarait en effet :

« L'indemnité fixée par la loi doit être accordée sans que le tribunal ait à rechercher s'il n'existait pas dans la constitution physique de la victime des motifs pouvant atténuer ou faire disparaître la responsabilité patronale. »

De nombreuses décisions analogues furent prises par d'autres juridictions; il en est ainsi d'un jugement du tribunal civil de Besançon (5 avril 1900), d'un jugement du tribunal civil de Marvejols (26 octobre 1900) que nous étudierons en détail plus loin, car il traite de l'état antérieur dans les accidents oculaires du travail, des jugements des tribunaux de Boulogne-sur-Mer (7 décembre 1901) et de Saint-Etienne (21 novembre 1901), des arrêts des Cours de Rouen (27 février 1901) et de Lyon (7 août 1901), etc...

« Si nous continuons à examiner les divers juge-

ments, écrit M. Doucet-Bon, nous ne tardons pas à remarquer que l'une des deux interprétations tend à disparaître. La période de transition dont nous parlions au commencement de ce travail semble terminée et l'opinion des Cours d'appel s'unifie de plus en plus. Jusqu'au jour où la Cour de cassation se prononce pour la première fois, le 22 août 1902, et consacre la responsabilité totale de l'assureur. Cet arrêt de la Cour de cassation, le premier en date, mérite d'être cité, car il a donné, pour ainsi dire, consécration officielle à la théorie de la responsabilité totale :

« La détermination de l'indemnité dépend du salaire effectif de l'ouvrier blessé et des facultés de travail que lui laisse l'accident. L'état d'infirmité dans lequel la victime se trouvait avant l'accident importe peu au point de vue de la détermination de son état actuel. »

Dans un second arrêt, la Chambre civile de la Cour suprême confirmait cette première opinion et déclarait, le 31 juillet 1906 :

« Attendu qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail aux ouvriers et aux employés dans les entreprises visées à l'article premier de la dite loi, donnent à la victime droit à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel, si l'incapacité permanente est absolue, et à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident doit normalement faire subir au salaire si l'incapacité permanente n'est que partielle;

Que la détermination de l'indemnité que la loi met à la charge du chef d'entreprise dépend donc de la combi-

naison de deux éléments essentiels : le salaire annuel de l'ouvrier, d'une part; les facultés de travail que lui laisse l'accident, d'autre part; qu'il n'est pas permis au juge d'évaluer les facultés de travail d'après les suites que l'accident aurait eues sans les prédispositions morbides de la victime; qu'il ne doit prendre en considération, pour faire cette évaluation, que le salaire que l'ouvrier blessé pourra gagner dorénavant, rapproché de celui qu'il gagnait auparavant;

Attendu que l'arrêt attaqué, après avoir déclaré que B..., ouvrier au service de la Compagnie P.-L.-M., a été victime d'un accident du travail, dit qu'il n'est atteint que d'une incapacité permanente partielle, et fixe au tiers de la réduction normale de son salaire; qu'il ne détermine pas ce chiffre en vertu de son pouvoir souverain d'apprécier l'état actuel du blessé; qu'il résulte des motifs qu'il donne à l'appui de sa décision, que la réduction normale du salaire de B... n'est ainsi fixée au tiers « qu'en éliminant autant que possible de l'impotence fonctionnelle dont est atteint le demandeur, l'élément imputable aux dispositions morbides »; qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué a violé l'article sus-visé;

Par ces motifs,

Casse et renvoie devant la Cour de Montpellier. »

Dans un arrêt de la Chambre des Requêtes de la Cour de cassation du 12 avril 1907, nous trouvons également l'attendu suivant dont l'interprétation ne fait aucun doute :

« L'état de maladie de la victime d'un accident du travail, avant l'accident, ne saurait être pris en considération pour étudier les conséquences légales de l'incapacité constatée par les juges du fait; le salaire annuel

que touche alors l'ouvrier donne la mesure légale de sa valeur professionnelle. »

Enfin voici, à titre d'exemples, quelques arrêts rendus par différentes Cours d'appel sur cette question; c'est ainsi que, dans un arrêt en date du 27 février 1901, la Cour de Rouen déclare :

« L'expression de l'article 3 de la loi de 1898 « *accident suivi de mort* » n'indique pas que la responsabilité de l'entreprise puisse être subordonnée à la preuve que l'accident est la seule et unique cause de la mort et qu'elle cesse de lui incomber quand, par suite d'une prédisposition morbide, la constitution physique du malade l'a en partie déterminée. »

Le 20 mai 1904, la Cour de Lyon nous dit :

« Lorsque l'accident survenu à un ouvrier sur le lieu et pendant son travail a, sinon causé la mort, tout au moins accéléré et aggravé la maladie dont il est mort, on doit décider que c'est bien par suite d'un accident du travail prévu par la loi de 1898 que l'ouvrier est mort. »

Nous lisons dans un arrêt de la Cour de Montpellier du 3 novembre 1905 :

« Le juge n'a pas à tenir compte, dans le calcul de la rente, d'une constatation des experts, d'après laquelle la part réelle revenant à l'accident dans la réduction de capacité proportionnelle de l'ouvrier ne présenterait que la moitié de cette réduction, l'autre moitié devant être attribuée aux conditions organiques du sujet; que le législateur a, en effet, fixé à forfait les indemnités dues

aux ouvriers victimes d'accident, dans le but de supprimer toute discussion, entre les parties, portant sur l'état organique et les prédispositions morbides de chaque ouvrier dans chaque espèce particulière. »

La première Chambre de la Cour de Poitiers a déclaré dans un arrêt du 10 août 1906 :

« Pour la fixation de l'indemnité forfaitaire fixée par la loi du 9 avril 1898, il doit être tenu compte de deux éléments : d'une part des facultés de travail que l'accident laisse subsister chez la victime; d'autre part du salaire qu'elle recevait. Il serait arbitraire d'admettre un troisième élément, soit une tare physiologique existant chez un ouvrier blessé.

Dès lors il n'y a pas lieu de faire état de la prédisposition aux complications hystériques que présentait la victime d'un accident du travail. »

De la Cour de Rennes le 14 mai 1906 :

« Il n'y a pas lieu de rechercher pour un ouvrier blessé quel pouvait être avant l'accident l'état d'infériorité physique dans lequel il se trouvait; la seule base d'appréciation résulte de la différence entre le salaire qu'il touchait avant l'accident et celui qu'il pourra toucher à l'avenir. »

La Cour de Besançon nous dit le 15 octobre 1924 :

« Il n'est pas nécessaire que le travail soit la cause unique et exclusive de la hernie pour que l'ouvrier puisse se prévaloir des dispositions de la loi du 9 avril 1898; il suffit que le travail en ait été l'occasion, et une prédis-

position à la hernie ou infirmité préexistante ne saurait justifier le refus de l'indemnité. »

Enfin, la Chambre civile de la Cour de cassation, le 22 décembre 1914, et la Chambre des Requêtes, le 29 juillet 1919, ont confirmé une fois de plus cette manière de voir. En résumé, la jurisprudence déclare donc de façon formelle qu'on ne doit pas tenir compte de l'état antérieur dans les accidents du travail, cette expression étant prise dans le sens que nous avons indiqué au début de ce chapitre. Il y a toutefois quelques exceptions ; c'est ainsi qu'il a été jugé qu'une maladie préexistante n'ouvre pas le droit à l'indemnité s'il est prouvé que l'accident n'a fait que révéler l'existence de cette maladie, sans y avoir joué aucun rôle, n'ayant été en somme qu'une pure coïncidence ; voici, à ce sujet, un arrêt de la Cour de Dijon du 27 décembre 1926 qui expose ce point de vue :

« Une maladie préexistante, bien que manifestée lors de l'accident, n'ouvre pas droit à l'indemnité, s'il est prouvé que, loin d'être une conséquence, même occasionnelle de l'accident, elle n'est apparue, au moment de l'accident ou peu après, que comme une simple coïncidence, sans rapport possible avec la matérialité de celui-ci.

Spécialement, le mal de Pott, qui ne s'est manifesté que onze jours après l'accident et après guérison du traumatisme musculaire, ne saurait être considéré comme la conséquence du dit accident. »

Ceci est parfaitement logique ; et même dans un cas de ce genre, on peut presque dire qu'il n'y a pas

eu accident du travail tel que nous l'avons défini. d'après la loi de 1898. il n'y a eu qu'une coïncidence dont le patron ne saurait évidemment supporter les conséquences.

Il existe encore une autre exception; pour qu'il y ait droit à une indemnité aux termes de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898. il faut qu'il y ait eu perte ou diminution de la capacité professionnelle; si l'accident a atteint un organe qui n'avait, avant l'accident, par suite d'une maladie antérieure ou d'une infirmité, aucune valeur professionnelle, il est évident que l'ouvrier n'aura droit à aucune indemnité puisque l'accident ne lui a rien fait perdre de sa capacité professionnelle. De même, si cet organe avait une valeur réduite, l'indemnité à laquelle il aura droit sera moins grande que si l'organe était sain auparavant; nous nous expliquerons plus longuement à ce sujet quand nous traiterons l'appareil de la vision. Pour le moment, voici l'opinion de M. Duvoir sur cette question :

« De même, ce blessé auquel on enlève un rein déchiré par le traumatisme. L'opération faite, on constate qu'il existait un cancer rénal tout à fait au début et insoupçonné. Le blessé a droit à l'incapacité temporaire, mais je n'accorderais aucune incapacité permanente, non pas (car ce ne serait pas un argument juridique) parce qu'en enlevant précocement ce rein, qu'il aurait fallu plus tard enlever dans des conditions moins favorables, on a sans doute sauvé la vie de la victime, mais simplement parce que la néphrec-

tomie ne saurait ici constituer une diminution de la capacité, étant donné que par suite du cancer dont il était atteint, la valeur fonctionnelle du rein enlevé était nulle ou même plutôt négative. »

Il existe enfin un cas particulier : c'est lorsque l'état antérieur est dû à un fait de guerre. Voici, toujours d'après M. Duvoir, comment il faut comprendre la loi du 25 novembre 1916, qui a prévu ce cas :

« Cette loi a été faite dans le but de faciliter l'embauchage des mutilés de guerre en mettant à la charge d'une Caisse spéciale. « Le Fonds de Prévoyance des Blessés de guerre », l'aggravation qui peut résulter pour un accidenté du travail de sa mutilation de guerre.

Elle décide :

1° Que lorsque l'accident du travail aura comme cause *exclusive* l'infirmité de guerre, le chef d'entreprise sera exonéré de la totalité de la rente correspondant à la blessure du travail;

2° Que lorsque la réduction *permanente* de capacité résultant de l'accident a été aggravée par le fait de l'infirmité de guerre, la quotité de la rente correspondant à cette aggravation sera imputée au Fonds de Prévoyance. »

Il existe bien d'autres cas particuliers; leur étude ne saurait prendre place dans ce travail et nous les examinerons seulement plus loin et uniquement en ce qui concerne les accidents du travail survenus à l'appareil oculaire.

CHAPITRE VI

La jurisprudence et l'état antérieur dans les accidents oculaires du travail

Il nous a paru indispensable d'étudier assez longuement, comme nous venons de le faire, l'état antérieur dans les accidents du travail en général. Nous nous sommes fixés, en effet, pour objet dans ce travail, l'étude de l'état antérieur dans les accidents oculaires du travail; or, il nous paraît évident qu'il n'y a pas lieu en pareille matière de faire une distinction quelconque entre l'appareil de la vision et les autres appareils; par conséquent il suffira d'appliquer tout ce que nous venons d'exposer aux traumatismes des yeux qui rentrent dans le cadre de la loi de 1898. Toutefois, en raison de la grande fréquence de ces traumatismes et de la gravité de leurs conséquences, il nous a semblé intéressant d'en faire une étude particulière; en outre, nous examinerons spécialement quelques cas d'espèce. Pour commencer,

nous allons voir la jurisprudence concernant l'appareil de la vision, ce qui nous permettra ensuite de nous y reporter facilement; avec ce que nous avons déjà cité, notre documentation sera complète; voici les principaux arrêts et jugements rendus sur cette question : nous leur donnerons à chacun un numéro d'ordre pour faciliter leur classement :

1° La Cour d'appel de Rennes a jugé le 15 mai 1901 :

« Considérant que le législateur de 1898 n'a eu en vue, dans la réparation qu'il alloue à l'ouvrier victime d'un accident du travail, que la nature de l'incapacité qui en résulte et la diminution qu'elle a apportée à la capacité professionnelle;

Que, pour l'apprécier et sans se préoccuper d'aucune autre circonstance particulière inhérente à l'ouvrier, il n'a fixé que deux points : le salaire avant, le salaire éventuel après l'accident;

Considérant que la perte d'un œil constitue une incapacité partielle permanente;

Que si l'ouvrier victime de l'accident exerce une profession pour laquelle la vue joue le rôle le plus important, la capacité professionnelle se trouve très notablement diminuée;

Qu'au contraire, lorsque, comme pour M..., ce sera la force musculaire qui sera surtout utilisée pour le travail, la perte de l'œil réduit bien moins la capacité professionnelle;

Que, dans ce cas, l'ouvrier peut, après comme avant l'accident, se livrer presque aussi facilement aux travaux de son état;

Qu'il y a lieu, dans ces conditions, de fixer à un quart

la réduction de la capacité professionnelle et, par suite, la rente à un huitième du salaire annuel. »

2° Le 13 novembre 1900 la Cour de Douai a rendu l'arrêt suivant :

« Attendu qu'il est constant que C... a été, le 16 décembre 1899, dans les ateliers de la Société des Hauts-Fourneaux, Forges et Aciéries de Denain, victime d'un accident par le fait et à l'occasion du travail;

Attendu que cet accident a eu pour conséquence la perte totale de l'œil droit;

Attendu qu'il est puéril de soutenir qu'un ouvrier ainsi mutilé peut prétendre au même salaire qu'auparavant, au salaire normal de l'ouvrier absolument valide;

Attendu qu'il importe peu qu'actuellement et en raison de la générosité du chef d'entreprise, soit de toutes autres circonstances particulières et momentanées, C... puisse rentrer dans l'usine où il a été blessé au même salaire qu'auparavant; que la pensée du législateur a été d'accorder à l'ouvrier frappé d'une incapacité permanente une réparation transactionnelle proportionnelle à la diminution de sa capacité de travail; que la rente allouée constitue la compensation de son inaptitude partielle désormais certaine à un travail rémunérateur;

Attendu que toute autre solution aurait pour résultat de rendre illusoire la protection dont on a voulu entourer la victime d'un accident du travail, de faciliter toutes les fraudes, et même, dans le cas où l'ouvrier n'aurait pas encore trouvé de travail ou n'aurait pas voulu s'embaucher, de rendre impossible l'application de la loi; qu'on ne saurait interpréter dans un sens aussi strictement littéral les termes de l'article 3 sans arriver à des résultats absolument inacceptables;

Attendu que vainement la Société des Hauts-Four-

neaux a fait offre à C..., pour toute indemnité, de l'occuper au même salaire qu'auparavant, demandant toutefois de fixer éventuellement la rente à lui payer dans le cas où elle serait obligée de le congédier;

Attendu qu'aux termes de l'article 20 de la loi du 9 avril 1898, « toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit »;

Attendu que le règlement d'un accident du travail par une reprise de l'ouvrier au même salaire, avec fixation éventuelle d'une rente, serait manifestement contraire à toutes les dispositions impératives de la loi précitée; que dès lors, sans s'arrêter à une offre qui ne saurait être accueillie, il y a lieu, ainsi que l'ont fait les premiers juges, de faire à C... l'application de l'article 3 de la loi de 1898. »

3° Le 27 mars 1901, la Cour de Lyon rendait l'arrêt suivant qui nous paraît du plus grand intérêt, d'autant plus que c'est l'un des premiers sur la matière, et que nous pouvons dire qu'il a fixé la jurisprudence sur l'état antérieur en matière d'accidents oculaires du travail :

« Considérant qu'il n'est pas contesté par C... et B... que leur ex-ouvrier P... soit devenu aveugle à la suite de l'accident dont il a été victime le 9 février 1900 dans leur usine;

Mais qu'ils font observer que cet accident n'a fait perdre à P... que son œil droit et que cet ouvrier ne serait pas devenu aveugle s'il n'avait été antérieurement privé déjà de l'œil gauche;

Qu'ils en concluent que cet accident doit être considéré comme n'ayant occasionné à P... qu'une incapacité de travail partielle et permanente et qu'on ne saurait les

condamner à lui payer une pension viagère supérieure à celle qu'ils lui devraient s'il avait eu l'usage de ses deux yeux antérieurement à l'accident;

Considérant que le texte de la loi du 9 avril 1898 résiste à une pareille interprétation; que l'article 3 de cette loi prend pour base unique de l'indemnité qui sera due à l'ouvrier l'incapacité de travail résultant de l'accident, sans rechercher si, par suite de l'état antérieur de cet ouvrier, l'accident pouvait avoir pour lui des conséquences plus graves que pour un autre;

Considérant que C... et B... font observer encore, il est vrai, qu'en 1895 un député proposa un amendement à la loi en discussion, qui prévoyait le cas où les résultats de l'accident dont un ouvrier est victime se trouvaient aggravés par des lésions ou des infirmités préexistantes et que cet amendement ne fut retiré par son auteur que sur l'affirmation du rapporteur de la loi qu'il était d'accord avec lui, mais qu'il le priait de ne pas maintenir son amendement afin de ne pas alourdir la loi;

Mais, considérant que l'opinion manifestée par un député et par le rapporteur d'un projet de loi ne saurait équivaloir à la loi elle-même;

Qu'il est impossible de savoir quel eût été le vote de la Chambre des députés si l'amendement avait été maintenu;

Qu'il n'est pas plus facile de prévoir quelle décision eût prise le Sénat si l'amendement avait été adopté par la Chambre;

Qu'il est même probable que l'amendement, au moins tel qu'il était proposé, n'aurait pas été voté, car il aurait créé une différence de traitement injustifiable entre le sort de l'ouvrier qui aurait perdu ses deux yeux à la fois par le fait d'un accident unique et le sort de l'ouvrier qui serait devenu aveugle à la suite de deux accidents successifs;

Qu'en effet, il n'est guère possible de considérer la perte d'un œil comme entraînant une incapacité de travail équivalant à une diminution de salaire de plus d'un tiers;

Que l'ouvrier perdant ses deux yeux par deux accidents successifs aurait donc eu droit, en vertu de l'art. 3 de la loi, deux fois à la moitié du tiers de son salaire, tandis que, en vertu du même article 3, l'ouvrier devenu aveugle par suite d'un seul accident a droit à l'intégralité des deux tiers de son salaire;

Considérant qu'un semblable résultat paraît si peu admissible qu'on a développé subsidiairement à la barre, au nom de C... et B..., un système intermédiaire qui consisterait à attribuer au second œil perdu par accident une valeur double de celle du premier, à raison de l'intérêt considérable que l'ouvrier déjà borgne avait à le conserver;

Considérant que cet expédient ne rétablirait pas l'égalité entre les deux ouvriers dont la Cour a examiné la différence de situation;

Qu'en effet, alors même qu'on porterait le premier œil perdu à la valeur de 30 %, le second à la valeur de 70 %, l'ouvrier devenu aveugle par deux accidents successifs n'aurait droit qu'à 50 % de son salaire, tandis que l'ouvrier devenu aveugle d'un seul coup aurait droit aux deux tiers;

Considérant que ce système serait absolument arbitraire;

Qu'en effet, la loi de 1898 ne prend pas pour base d'une façon générale la valeur du membre ou de l'organe qu'un ouvrier peut perdre par suite d'un accident, mais seulement son utilité au point de vue de la capacité de travail, et que, si c'est à ce point de vue que prétendent se placer les partisans de ce système, il n'y a point de

motif pour ne pas en pousser les conséquences jusqu'au bout en appliquant intégralement l'article 3 de la loi;

Considérant que la loi de 1898 est une loi forfaitaire qui, dans certains cas, est favorable à l'ouvrier, dans certains cas, au patron;

Qu'en effet, si elle oblige le patron à payer une indemnité à l'ouvrier blessé, sans que celui-ci puisse lui reprocher aucune faute, d'autre part, alors même que l'accident aurait pour cause une faute du patron, à moins que cette faute soit inexcusable, l'ouvrier n'est jamais indemnisé complètement du préjudice qu'il a souffert;

Qu'une pareille loi doit être appliquée aussi strictement qu'il est possible et que les arguments qui auraient de la valeur, dans les cas où les articles 1382 et suivants du Code civil sont encore applicables, peuvent n'en point avoir dans les cas soumis à cette loi;

Que ce serait la violer que de déclarer que l'accident qui a rendu un ouvrier aveugle ne lui a causé qu'une incapacité partielle et permanente;

Considérant enfin que la décision rendue par les premiers juges n'est pas injuste et contraire à la logique, comme le soutiennent C... et B...;

Qu'en effet, si l'on reconnaît que la perte d'un œil entraîne pour l'ouvrier une diminution de salaire, on doit admettre que le patron paie moins cher un ouvrier borgne qu'un ouvrier ayant ses deux yeux intacts;

Qu'autrement il faudrait en venir à cette conclusion qu'il n'est rien dû à l'ouvrier qui perd un œil par accident;

Que la Cour n'a pas à rechercher si, dans telle espèce particulière, par suite de la générosité du patron, l'ouvrier borgne était aussi payé qu'un ouvrier ayant encore ses deux yeux;

Qu'en pareille matière la règle doit être générale et s'appliquer à tous de la même façon;

Considérant que, par conséquent, le patron trouve dans la diminution du salaire de son ouvrier une compensation au risque plus grand que lui fait courir son infirmité et, le salaire de base se trouvant réduit, la proportion des deux tiers qu'il aura à payer sera moins élevée que si l'accident était survenu à un ouvrier ayant ses deux yeux;

Par ces motifs et ceux des premiers juges,

Dit qu'il a été bien jugé, mal et sans grief appelé du jugement rendu contre les parties par le Tribunal de Saint-Etienne, à la date du 7 janvier 1901. »

4° Dans un jugement en date du 11 décembre 1925, le tribunal de Langres a déclaré :

« La rente due à la victime d'un accident du travail doit être basée sur la différence entre sa capacité professionnelle avant l'accident et cette même capacité réduite, quand l'état est définitivement fixé, sans qu'il y ait lieu de tenir compte des causes qui, en dehors de l'accident, ou s'ajoutant à lui, peuvent avoir contribué à augmenter cette différence.

En conséquence, l'ouvrier étant, avant l'accident qui a atteint l'œil gauche, atteint d'une infirmité de l'œil droit qui en diminuait l'acuité visuelle, il n'y a pas lieu, pour le calcul de la rente, de tenir compte de l'infirmité antérieure. »

5° La Chambre civile de la Cour de cassation elle-même a donné une première fois son avis sur cette importante question dans un arrêt du 18 juillet 1905 :

« Attendu que l'arrêt attaqué constate que D..., ouvrier chaudronnier au service de la Compagnie des

Chantiers et Ateliers de Saint-Nazaire, a été victime d'un accident du travail qui lui a fait perdre l'œil droit se trouvait, par suite d'une tare constitutionnelle, réduite de moitié; qu'il ne conteste pas que les premiers juges n'aient à bon droit considéré que la vision de D... avait, après l'accident, subi une réduction de 60 %; qu'il ramène néanmoins cette réduction à 25 % sous le prétexte qu'il n'y a pas à tenir compte dans le calcul de l'indemnité qui lui est due des effets de l'état d'infériorité dans lequel le mettait déjà avant l'accident, l'affaiblissement de sa vue;

Qu'en statuant ainsi il a violé l'article sus-visé (l'article 3 de la loi de 1898);

Par ces motifs,

Casse, et renvoie devant la Cour d'Angers. »

6° D'autre part, la Chambre des Requêtes de la Cour de cassation, dans un arrêt en date du 2 décembre 1929, a déclaré que :

« Pour un ouvrier qui, blessé à l'œil gauche, a obtenu une première rente viagère correspondant à sa diminution de validité, on doit, en cas de nouvel accident survenu à l'œil, calculer la rente d'après la différence de salaire avant et après ce deuxième accident, en faisant abstraction de l'accident antérieur. »

7° Dans un très intéressant jugement, le tribunal civil de Marvejols, le 26 octobre 1900, a donné son avis sur l'état antérieur en matière d'accidents oculaires du travail: laissant de côté les attendus qui sont en dehors de cette question, nous allons citer ceux qui s'y rapportent :

« Attendu que P..., qui travaillait en qualité d'ouvrier maçon pour le compte de G..., entrepreneur de constructions, a été, à la date du 25 septembre 1899, victime d'un accident survenu au cours de son travail; qu'un éclat de pierre l'a atteint à l'œil droit; qu'il a réclamé à G..., par application de la loi du 9 avril 1898, une indemnité temporaire, les frais médicaux et pharmaceutiques et une rente annuelle de 250 francs;

.....
Attendu que P... prétend que la blessure n'est pas encore consolidée; que c'est donc le cas de recourir à une expertise médicale qui aura pour objet de fixer le jour où la blessure a été ou sera définitivement consolidée et de faire connaître en même temps les conséquences de l'accident en ce qui concerne l'aptitude professionnelle de la victime;

Attendu qu'il n'y a pas lieu de faire droit aux conclusions prises par G... et tendant à faire rechercher par l'expert quel était l'état de l'œil droit de P... avant l'accident; qu'en effet, le tribunal n'a pas à se préoccuper du point de savoir si une maladie préexistante du blessé, notamment une conjonctivite, a pu rendre plus graves les conséquences de l'accident; qu'il résulte des dispositions de la loi du 9 avril 1898 que la rente forfaitaire à allouer à l'ouvrier doit être calculée d'après le salaire de l'ouvrier au moment de l'accident; que ce salaire représente en argent la valeur industrielle de la victime, basée sur sa capacité de travail lors de l'accident;

.....
Par ces motifs,
Le Tribunal,

.....
Rejette comme mal fondées les conclusions prises par G... et tendant à rechercher quel était l'état de l'œil droit de P... avant l'accident. »

8° Enfin, nous lisons dans le « Guide pratique du Médecin dans les accidents du travail », de MM. Forgue et Jeanbrau :

« Si un accident révèle une affection oculaire (glaucome, cataracte, leucome cornéen, dacryocystite, etc.) ou une anomalie de la vision, sans avoir joué aucun rôle nettement provocateur ou aggravateur, le patron ne peut être déclaré responsable. La Cour de Nancy en a décidé ainsi (21 mars 1905), conformément à la jurisprudence établie par la Cour de Cassation, à propos d'un ouvrier qui prétendait que son hypermétropie était due à une blessure à l'œil. »

Nous avons cru indispensable de citer tous ces jugements et arrêts à cause de l'intérêt capital que nous leur attribuons; les opinions qu'ils renferment nous paraissent absolument conformes à la justice; elles sont également en conformité absolue avec ce que nous enseigne la pratique médicale courante en ce qui concerne les accidentés du travail. Nous allons appliquer maintenant la jurisprudence que nous venons d'étudier aux différents cas particuliers que constituent les accidents oculaires du travail.

CHAPITRE VII

L'expertise médicale en matière d'état antérieur dans les accidents oculaires du travail

Nous avons exposé jusqu'à présent en quoi consiste la jurisprudence en matière d'état antérieur dans les accidents du travail en général, et dans ceux qui concernent en particulier l'appareil oculaire; nous allons voir maintenant comment le médecin peut utiliser en pratique cette documentation. Nous tenons auparavant à faire remarquer que nous n'avons pas, jusqu'à présent, discuté la loi de 1898; cela ne veut pas dire qu'elle soit l'expression de la perfection absolue (ce qui serait d'ailleurs impossible en pareille matière), mais que nous estimons que telle qu'elle est, elle constitue une des moins mauvaises solutions que l'on puisse donner à ce si difficile problème social qu'est celui des accidents du travail. Le grand reproche que nous ferons à cette législation, c'est de manquer de clarté, c'est d'avoir laissé à la

jurisprudence le soin de résoudre la plupart des difficultés que sa mise en application devait faire surgir, c'est de n'avoir pas donné, comme nous l'avons montré au début de ce travail, de définition de l'*accident du travail*, c'est enfin d'avoir ignoré totalement et sciemment l'*état antérieur*.

Pour pouvoir appliquer à la pratique courante ce que nous avons exposé jusqu'ici, revoyons encore une fois le but que s'est proposé le législateur. A l'article 3 de la loi de 1898, article que nous avons cité intégralement dans notre chapitre premier, nous lisons : que l'ouvrier a droit : « pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel; pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir à son salaire ». Il est évident que le simple rapprochement des chiffres du salaire avant et du salaire que touchera effectivement l'ouvrier après ne saurait répondre à la pensée du législateur; cela est d'ailleurs très clairement démontré dans l'arrêt que nous avons cité sous le n° 2 au chapitre précédent et dans le passage suivant d'un arrêt en date du 3 août 1900 de la deuxième Chambre de la Cour d'Aix qui déclare, « qu'une hausse ou une baisse accidentelle dans les salaires relatifs à l'industrie de l'ouvrier, les mille cas fortuits de temps, de milieu, de localité, etc., qui peuvent fausser le taux normal de la journée de travail pour un cas déterminé, ne peuvent évidemment pas entraîner avec eux une fixation contraire à toute

équité ». Il est certain, en effet, que le salaire d'un ouvrier peut varier avec de nombreuses conditions qui n'ont rien à voir avec sa capacité professionnelle. Ce que le législateur a voulu en réalité, c'est indemniser l'ouvrier de la perte de capacité professionnelle que l'accident lui a fait subir: ce n'est pas seulement une question de mot, et nous verrons plus loin l'importance capitale que nous attribuons à ces quelques réflexions. A notre avis, seul le médecin est capable d'apprécier la perte de capacité fonctionnelle d'un être humain. A ce propos, M. le Professeur agrégé Rémy a écrit : « Cette question est entièrement et exclusivement de la compétence du médecin. Quand il s'est prononcé après avoir reconnu les changements anatomiques d'une région et les modifications survenues dans son fonctionnement, ses conclusions ont un caractère scientifique et, nous le répétons, ni les juges, ni les ouvriers, ni les patrons, ne peuvent prétendre y apporter des modifications. »

Nous croyons avoir suffisamment démontré par les chapitres précédents, et ce que nous venons de dire que le rôle du médecin-expert est d'apprécier l'incapacité globale d'un ouvrier qui a été victime d'un accident du travail et dans certains cas, d'évaluer en particulier la perte de capacité dont le dernier traumatisme qu'il a subi, est responsable.

En matière d'accidents oculaires du travail, comme d'ailleurs en matière d'accidents du travail en général, l'état antérieur, ainsi que nous l'avons dit au chapitre troisième, doit être subdivisé : il comprend les

prédispositions proprement dites, les maladies antérieures aggravées par l'accident et les infirmités antérieures. La distinction entre les deux dernières catégories est assez subtile et, pour la commodité de notre exposé, nous distinguerons simplement, comme l'a fait M. le Professeur agrégé Duvoir dans sa communication à la Société de Médecine légale, le 9 mai 1927, les prédispositions et les invalidités antérieures; cette dernière catégorie comprenant à la fois les maladies et les infirmités antérieures. Pour plus de clarté, prenons des exemples parmi les cas qu'on rencontre tous les jours dans la pratique courante.

Comme type de sujet prédisposé, nous prendrons le blessé qui était atteint avant l'accident d'une conjonctivite ou d'une dacryocystite chronique et qui, par suite d'un léger traumatisme, présentera une kératite à hypopyon dont la conséquence sera un vaste leucome entraînant la perte complète de l'œil atteint.

Comme type d'invalidité antérieure et particulièrement d'infirmité antérieure, nous prendrons le borgne qui, du fait d'un nouvel accident, perdra l'œil qui lui restait; dans cette catégorie, nous ferons entrer aussi le blessé antérieurement atteint d'une affection d'un œil ayant réduit la vision de cet œil, un leucome par exemple, qui se fera au cours de son travail ou à l'occasion de son travail une nouvelle blessure au *même œil*; nous verrons tout à l'heure qu'en pratique il existe une différence énorme entre ces deux cas.

Enfin, comme type d'invalidité antérieure et particulièrement de maladie antérieure, nous prendrons le cas du myope qui présentait auparavant des troubles chorio-rétiniens et qui, à la suite d'un traumatisme léger, fera un décollement de la rétine.

Dans le cas de la prédisposition, il résulte suffisamment de tout ce que nous avons dit jusqu'à présent, et en particulier du jugement du tribunal de Marvejols, que nous avons cité au chapitre sixième sous le n° 7 et dans les arrêts cités au chapitre cinquième, que l'on ne doit pas tenir compte de l'état antérieur, c'est-à-dire que l'on doit évaluer l'incapacité définitive sans chercher à en défalquer la part due à la prédisposition. En d'autres termes, l'Expert n'a pas, après avoir estimé la perte de capacité, à chercher quelle aurait été cette perte de capacité si le blessé n'avait pas présenté cette prédisposition. Ceci n'est pas seulement la conclusion qu'il faut tirer de la jurisprudence, ce n'est pas seulement une solution que nous trouvons juste, c'est tout simplement le seul raisonnement logique qu'on puisse tenir en pareil cas. Comment, en effet, un médecin serait-il capable d'estimer exactement ce qu'aurait été l'évolution d'une blessure si le terrain du blessé n'était pas ce qu'il est ? Nous croyons que poser cette question, c'est en même temps la résoudre : dans l'état actuel de la science, il est impossible de faire abstraction du terrain quand on étudie l'évolution d'une maladie ; il y a longtemps qu'on a dit qu'il y a des malades et non des maladies et c'est toujours l'ex-

pression de la vérité. Pour la prédisposition dans les accidents de l'appareil de la vision, dans le cas que nous citions tout à l'heure du malade antérieurement atteint de dacryocystite, il est impossible de dire comment son ulcère de cornée aurait évolué s'il n'avait pas été porteur d'une affection aggravante. Nous croyons qu'il est inutile de nous étendre plus longuement sur ce sujet.

Quand il s'agit d'une invalidité antérieure, la question est un peu différente. Le cas qui se présente le plus fréquemment en pratique est celui d'un ouvrier borgne qui, la suite d'un nouveau traumatisme, perd son dernier œil. Il est évident que cet ouvrier devient de ce fait dans l'impossibilité de gagner un salaire suffisant pour assurer sa subsistance; il faut donc dire que l'incapacité de cet homme est permanente et absolue. Voici ce que dit à ce sujet M. le Professeur agrégé Duvoir : « Si j'insiste sur ce point, c'est qu'il m'est apparu que certains experts éprouvent encore quelque scrupule à accorder une incapacité absolue pour la perte de la seconde main ou du second œil pour la raison que le blessé touche déjà une première rente de 70 % ou de 30 %, et se demandent si la première rente ne doit pas être supprimée du fait de l'attribution de la seconde. La jurisprudence est formelle, le jugement du tribunal de Lyon que j'ai analysé au début de ce chapitre (voir le chapitre cinquième de notre thèse) le démontre et la règle constante est que le blessé conserve sa première rente, même si elle est servie par la même Compagnie

d'assurances. Et ce n'est pas seulement la loi, c'est aussi l'équité. On peut tout d'abord remarquer que si pour le second œil on attribuait seulement 70 %, le blessé, d'après les dispositions de la loi, ne toucherait que la moitié de 30 % et la moitié de 70 %, c'est-à-dire 50%, ce qui n'est pas une incapacité absolue. la loi accordant pour cette incapacité les deux tiers du salaire, soit 66 %. En outre, si l'on admet que les 30 % attribués pour la perte du premier œil ont bien répondu à une diminution de salaire de 30 %, l'incapacité absolue accordée pour la perte du second œil fera 66 % d'un salaire diminué de 30 %, pour lesquels la rente n'est que de 15 %, ce qui au total fait moins qu'une rente unique de 66 % calculée sur le salaire intégral. »

Si l'on veut consulter la jurisprudence sur ce sujet, il suffit de se reporter, d'une part, à notre chapitre cinquième et, d'autre part, aux arrêts que nous avons cités dans notre chapitre sixième sous les numéros 3 et 4, l'on y verra que cette jurisprudence est entièrement d'accord avec l'opinion de M. Duvoir que nous avons reproduite plus haut. En résumé, pour le borgne qui devient aveugle, l'Expert doit dire qu'il est à présent atteint d'une incapacité permanente et absolue; il faut donc donner à cet aveugle l'indemnité correspondante, c'est-à-dire 66 % du salaire qu'il touchait avant son dernier accident. Si un tel blessé avait perdu son premier œil également dans un accident du travail et si, pour cette pre-

mière blessure il touchait déjà une rente, il continuera à la toucher.

Il existe d'autres cas, assez voisins, intéressants à étudier. Soit un sujet porteur d'une lésion ancienne d'un œil, par exemple une taie de cornée ayant réduit partiellement mais non complètement la vision de cet œil et supposons, comme cela se rencontre assez fréquemment dans la pratique courante, que cet individu se fasse une blessure à l'œil sain, entraînant une diminution de la vision de cet œil. Il est évident que ce dernier traumatisme a, pour cet homme, des conséquences beaucoup plus graves que pour un autre blessé dont les yeux auraient été avant l'accident parfaitement normaux. Il est par conséquent, évident aussi que la perte de capacité que cet accident va faire subir à notre sujet sera plus grande que chez un sujet normal, puisque maintenant, ses deux yeux vont être, tous les deux, dans un mauvais état fonctionnel. Il résulte de tout ce que nous avons dit jusqu'à présent, et en particulier de l'arrêt de la Cour de Cassation que nous avons reproduit au chapitre précédent sous le n° 5, que l'expert doit donner à ce blessé l'incapacité globale qui en résulte.

Cette incapacité, encore une fois, sera plus grande que chez un sujet ne possédant pas de passé pathologique.

Il existe un autre cas particulier très fréquent et tout-à-fait intéressant. On rencontre en pratique, beaucoup de sujets s'observant peu, qui ne s'étaient jamais aperçu qu'un de leurs yeux a une vision très

réduite ou même nulle, cet état étant dû à une amétropie quelconque accompagnée souvent de strabisme ou encore à un état congénital tel qu'une cataracte congénitale ou une malformation oculaire acquise *in utero*, ou à tout autre raison. Si l'un de ces sujets reçoit un traumatisme sur l'œil normal lui faisant perdre la vision de cet œil, ce blessé sera devenu aveugle, exactement comme le borgne dont nous parlions plus haut. Par analogie, nous donnerons à un tel individu le nom de « borgne qui s'ignore », et il est évident qu'en cas d'accident, il faut lui appliquer la règle que nous énoncions tout-à-l'heure pour le borgne.

Jusqu'à présent, nous n'avons étudié que des sujets ayant un œil dont la vision est réduite, l'autre œil étant normal et blessant cet œil normal ; nous arrivons à cette conclusion que chez de tels sujets, cette blessure entraîne des conséquences plus graves que chez un sujet dont les deux yeux étaient antérieurement normaux. Nous dirons donc que, toutes les fois qu'un individu ayant un œil normal, l'autre œil ayant une valeur réduite pour une raison quelconque, subit un accident à l'œil *normal*, la perte de capacité professionnelle qui en résultera sera *plus grande* que chez un sujet dont les deux yeux étaient normaux avant l'accident.

Ce n'est plus du tout la même chose quand un ouvrier ayant un œil bon et l'autre mauvais se fait une blessure à l'œil antérieurement mauvais. Si la vision de cet œil était absolument nulle avant l'acci-

dent, elle restera évidemment nulle après. l'accident n'a rien changé à l'état de ce blessé. Si l'expert évalue sa capacité professionnelle avant et après le dernier accident, il constate naturellement qu'elle est la même et il en conclut que le blessé n'ayant rien perdu de sa capacité professionnelle n'a droit à aucune rente. Bien entendu, tant que sa dernière blessure l'obligera à rester au repos, il touchera l'indemnité temporaire habituelle.

Quand il s'agit d'un ouvrier également atteint d'une affection antérieure d'un œil (une taie de cornée), par exemple, l'autre œil étant normal, qui se blesse le mauvais œil, diminuant encore ainsi sa vision, la question est un peu différente. Il est évident que, puisque, à la suite d'un accident du travail, il a perdu une partie de la vision d'un de ses yeux, cet homme a droit à une indemnité. Mais il est évident aussi que le traumatisme ayant atteint un organe dont la capacité professionnelle était réduite, la perte de capacité sera moins grande que si la blessure avait frappé un œil sain. En conséquence, l'indemnité à donner à un tel blessé sera moins grande que s'il s'agissait d'un sujet normal.

Nous dirons donc que toutes les fois qu'un individu ayant un œil normal, l'autre œil ayant une valeur réduite pour une raison quelconque, subit un accident au mauvais œil, la perte de capacité sera moins grande que chez un sujet dont les deux yeux étaient normaux avant l'accident. C'est en particulier ce qui se passe chez le myope porteur de lésions

chorio-rétiniennes avant un traumatisme léger et qui fait, à la suite de ce traumatisme, un décollement de la rétine ; l'œil qu'il a perdu ainsi n'avait vraiment pas une bien grande valeur.

Nous avons supposé dans tous ces cas, bien entendu, qu'il était facile de différencier au début la lésion ancienne de la blessure récente. En cas de doute, nous estimons qu'il doit profiter à l'ouvrier et qu'on doit alors calculer comme si l'œil était sain auparavant. Pour la jurisprudence, nous renvoyons à l'arrêt de la Cour de Cassation que nous avons cité dans notre chapitre sixième sous le n° 6. Il dit que l'indemnité, en pareil cas, sera calculée d'après la différence de salaire, c'est-à-dire pratiquement d'après la différence de capacité professionnelle avant et après le dernier accident.

Dans le cas de blessures successives, comme celles dont nous venons de parler, il est très pratique d'utiliser la formule donnée par M. le Professeur Balthazard à la Société de Médecine légale, le 10 octobre 1927 ; dans cette communication, M. le Professeur Balthazard a montré que :

« L'incapacité t^2 , causée par une blessure ou maladie affectant une fonction déjà réduite de t^1 par une blessure ou maladie antérieure ou affectant une fonction associée à la précédente, est donnée par la formule :

$$t^2 = \frac{T - t^1}{1 - t^1}$$

La première blessure entraînant une incapacité t^1 .

il restera dans cette hypothèse une capacité $(1-t^1)$. La seconde blessure ou maladie entraînera alors une incapacité t^2 calculée sur la capacité restante. On aura par suite :

$$T = t^1 + t^2 (1-t^1)$$

d'où :

$$t^2 = \frac{T-t^1}{1-t^1}$$

La valeur de t^2 peut donc être facilement obtenue toutes les fois que l'on connaîtra l'incapacité globale T .

« C'est ainsi que la perte d'un œil constituant une incapacité $t^1 = 0.36$ et la cécité complète entraînant une incapacité absolue, égale à 1, la perte de l'œil restant chez un borgne constitue une incapacité $t^2 = 1$; la traduction de capacité de 100 % est alors calculée sur la capacité de travail subsistant après la perte du premier œil. »

Cette formule est très utile en pratique et permet de calculer facilement l'incapacité due à un second accident quand on connaît celle qui est due au premier et l'incapacité globale.

Nous avons donc vu les principaux cas qui se présentent au médecin en matière d'état antérieur, et nous en avons tiré les conclusions qui nous ont paru justes. Nous noterons aussi, en passant, qu'il est impossible en pratique de séparer un individu de son état antérieur. Ce bagage pathologique fait absolument partie de sa personne, et quant à son origine.

elle peut dater de la naissance même du sujet. L'état antérieur peut être, en effet, d'origine congénitale ; il peut être dû à une affection intra-utérine. Nous irons encore plus loin et devant les prédispositions à certaines maladies de certains sujets, nous dirons que le plus bel exemple d'état antérieur que nous puissions invoquer, c'est l'hérédité.

Il nous reste quelques cas particuliers à étudier.

Sous le n° 8, dans notre chapitre sixième, nous avons cité un arrêt de la Cour de Nancy qui dit que si un accident n'a fait que révéler une affection oculaire ou un état congénital sans avoir joué aucun rôle pathogénique, le patron ne peut être déclaré responsable. C'est l'évidence même, et c'est un cas qui se présente assez souvent en pratique. On voit un ouvrier tel que celui que nous avons désigné sous le terme de « borgne qui s'ignore », subir un traumatisme insignifiant et s'apercevoir, à l'occasion de ce traumatisme, que la vision d'un de ses yeux est très mauvaise. En pareil cas, cet ouvrier a toujours tendance à attribuer sa mauvaise vision au traumatisme qui n'y est pourtant pour rien.

Si le blessé est un mutilé de guerre, il faut lui appliquer la loi du 25 novembre 1916. Nous avons vu à la fin de notre chapitre cinquième en quoi elle consiste ; nous n'y reviendrons pas. Nous nous bornerons à dire qu'elle s'applique aux accidents oculaires du travail survenus à des mutilés de guerre.

L'invalidité antérieure, qui aggravait l'invalidité seconde, peut s'aggraver ou s'améliorer pendant la

période de révision. Il est certain que des modifications de l'état antérieur peuvent entraîner une action en révision. La Cour de Dijon en a jugé ainsi le 2 décembre 1926.

Pour terminer, nous citerons l'opinion de M. Duvoir sur la révision en cas d'invalidité nouvelle aggravant la lésion primitivement évaluée :

« Le cas peut se présenter d'un borgne, par exemple, dont l'invalidité s'aggrave pendant les délais de révision, non plus du fait d'une affection évolutive antérieure à l'accident, mais parce que le second œil parfaitement sain au moment de l'expertise, est atteint d'une maladie absolument indépendante de la lésion du premier œil.

Le blessé, dans un cas de cet ordre, peut tenter, j'en connais au moins un exemple, de faire valoir que, sans l'accident qui l'a rendu borgne, il ne se trouverait pas gêné comme il l'est par la lésion nouvelle de l'œil unique qui lui reste.

Ce raisonnement ne saurait être admis. Lorsque le second œil est perdu du fait d'un nouveau traumatisme, ce n'est pas au responsable du premier accident, mais à celui du second, qu'incombe la charge, non seulement de la perte du second œil, mais aussi celle de l'aggravation qui résulte de la cécité plus ou moins complète qu'entraîne l'invalidité antérieure. La perte par maladie du second œil ne saurait, de même, être mise à la charge du responsable du premier œil, pas plus d'ailleurs qu'on ne saurait la

lui imputer, s'il s'agissait d'un second accident non assuré. »

On pourrait croire, à la lecture de ce travail, que dans tous les cas, il suffit de se reporter à la jurisprudence et d'appliquer des formules presque mathématiques. En réalité, il s'agit le plus souvent de cas d'espèce pour lesquels les renseignements que nous avons donnés sont, certes, fort utiles, mais insuffisants. Fréquemment, la difficulté résidera moins dans l'application de la loi que dans l'appréciation de la perte de la capacité professionnelle de l'ouvrier. Nous rentrons là dans des problèmes purement médicaux pour lesquels toutes les discussions théoriques que nous pourrions faire seraient inutiles; seul, le sens clinique de l'expert, dans chaque cas particulier, pourra les résoudre.

CONCLUSIONS

I. — La loi du 9 avril 1898 n'a pas défini l'accident, ni l'état antérieur auquel elle ne fait même pas allusion.

II. — De nombreux auteurs ont donné des définitions de l'accident, mais aucune ne nous paraît tout-à-fait complète. Nous proposons la définition suivante :

L'Accident du Travail, prévu par la loi du 9 avril 1898, est un événement qui, survenu par le fait ou à l'occasion du travail, même normal, entraîne parmi ses conséquences, par suite de l'action soudaine et violente d'une force extérieure ou par suite de conditions momentanément anormales, des blessures externes, des lésions internes et des troubles nerveux ou psychiques.

III. — *L'Etat Antérieur* est complexe et doit être subdivisé. Il comprend en résumé les prédispositions, les maladies et les infirmités antérieures. Nous avons seulement en vue ici l'état antérieur rendant l'accident plus grave ou l'état antérieur aggravé par l'accident.

IV. — La jurisprudence, après avoir hésité, s'est unifiée par la suite et de nombreux arrêts de la Cour de Cassation ont décidé : « qu'il n'y avait pas lieu de tenir compte des prédispositions morbides dans les accidents du travail », et que « l'état d'infirmité dans lequel la victime se trouvait avant l'accident importe peu au point de vue de la détermination de son état actuel.

V. — En conséquence, l'expert devra se borner à dire quelle est la capacité professionnelle qui reste à l'ouvrier après le dernier accident, sans s'occuper de tout ce qui, en dehors de cet accident, a pu influencer sur sa perte de capacité de travail. Dans l'incapacité globale, l'expert pourra tout au plus avoir à estimer la part d'incapacité revenant à chacun des accidents successifs.

Cette jurisprudence nous paraît tout-à-fait juste et conforme à l'esprit de la loi du 9 avril 1898 qui a pour but de créer un forfait dans lequel le patron et l'ouvrier supportent chacun par moitié les conséquences de l'accident.

VI. — Cette façon d'appliquer la loi de 1898 convient également aux accidents du travail intéressant l'appareil de la vision qu'il n'y a pas lieu dans ce cas de distinguer des autres appareils. Toutes les fois que l'expert se trouvera en présence d'un accident oculaire du travail, il devra se borner à estimer l'incapacité définitive sans s'inquiéter de l'état antérieur des yeux du blessé.

VII. — Il sera fait exception à la règle précédente

dans les cas où l'œil blessé présenterait une lésion ancienne facile à reconnaître et à différencier au début de la blessure récente et ayant réduit antérieurement dans d'assez fortes proportions la vision de cet œil ; dans un tel cas, en effet, la perte de capacité est plus faible que chez un sujet normal.

VIII. — Dans le cas de deux infirmités, la formule de M. le Professeur Balthazard :

$$t^2 = \frac{T-t^1}{1-t^1}$$

s'applique très bien à l'appareil oculaire pour le calcul de la seconde incapacité.

Vu :

Le Doyen.

BALTHAZARD.

Vu Bon à imprimer

Le Président de Thèse,

TERRIEN.

Vu et PERMIS d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- APPLETON et SALAMA. — *Le Droit Médical* (Librairie du Monde Médical).
- BALTHAZARD. — *Précis de Médecine légale*.
- *Annales de Médecine légale* (novembre 1927).
- BAUDRY. — *Etude médico-légale sur les traumatismes de l'œil et de ses annexes*.
- BECKER. — *Les Accidents du travail. Guide de l'expert*.
- BELLOM. — *La Loi sur les accidents. Commentaires*.
- *L'Assurance contre les accidents à l'étranger*.
- BOURDONNAY. — *Le Président du Tribunal Civil*.
- BROUARDEL. — *Les Accidents du travail. Guide du médecin*.
- *La Responsabilité médicale*.
- CAMPS. — De la réduction de capacité ouvrière déterminée par les cicatrices cornéennes au cours des accidents de travail (étude médico-légale). *Thèse Paris*, 1929.
- CARPENTIER. — *Codes et Lois*.
- DALLOZ. — *Dictionnaire de Droit*.
- *Recueil périodique de jurisprudence*.
- *Répertoire pratique*.
- DOUCET-BON. — De l'état antérieur dans les accidents du travail. *Thèse Paris*, 1907.
- DRUHEN. — Législation comparée des accidents du travail. *Thèse Paris*, 1904.

DUCHAUFFOUR. — *Manuel de conciliation pour l'application de la Loi du 9 avril 1898.*

— *Les Accidents du travail.*

DU PLESSIS DE GRENEDAN. — Les médecins et la Loi du 9 avril 1898. *Thèse Paris, 1929.*

DUVOIR. — *Annales de Médecine légale.*

FRICKER. — « L'accident » dans les accidents du travail. *Thèse Paris, 1910.*

GIRAUD. — De la révision en matière d'accidents du travail portant sur l'appareil de la vision. *Th. Paris, 1905.*

GORECKI. — Etude sur les accidents du travail concernant l'appareil de la vision au point de vue hygiénique et médico-légale. *Thèse Paris, 1900.*

HURSTEL. — Les accidents oculaires du travail. Essai de stastique et de prophylaxie. *Thèse Paris, 1931.*

LARTIGAU. — Traumatisme et infections dans leurs rapports avec les accidents du travail. *Thèse Paris, 1913.*

LE POITTEVIN. — *Dictionnaire des Parquets.*

MINISTÈRE DU COMMERCE. — *Recueil de documents sur les accidents du travail. Jurisprudence.*

OLLIVE et LE MEIGNEN. — *Accidents du travail.*

PÉRIL. — Les opacités traumatiques partielles du cristallin au cours des accidents du travail, Evolution et importance médico-légale. *Thèse Paris, 1922.*

PLANIOI. — *Droit Civil.*

RAME. — Etude au point de vue médical de la loi de 1898. *Thèse Paris, 1901.*

RÉMY. — *L'évaluation des incapacités permanentes basée sur la physiologie des fonctions ouvrières des diverses parties du corps.*

RIVIÈRE, HÉLIE et PONT. — *Lois usuelles.*

SACHET. — *Traité de la législation sur les Accidents du travail.*

SAND. — *De la simulation et des névroses et de leur rapport avec le traumatisme.*

SIREY. — *Lois annotées.*

TERRIEN. — *Précis d'Ophtalmologie.*

— *Annales d'Hygiène publique et de Médecine légale.*

THOINOT. — *Les Accidents du travail et les Affections
médicales d'origine traumatique.*
